

Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

English
italien español
srpski portuguais
العربية Deutsch

www.mondialisation.ca Concernant le CRM Contact Devenez membre Magasin en ligne

Le 4 decembre 2011 La guerre, ça suffit!!



- Accueil
- Articles Récents
- États-Unis
- Canada
- Amérique latine & Caraïbe
- Europe
- Afrique subsaharienne
- Russie et CEI
- Moyen Orient
- Océanie
- Asie

- Guerre USA OTAN
- Histoire, société et culture
- Crise économique mondiale
- Crimes contre l'humanité
- Environnement
- Pétrole, Gaz de schiste, Transnationales
- Pauvreté et inégalités
- Militarisation
- 11 sept. Guerre au
- Droits humains et
- Loi et justice
- Biotechnologie et OGM
- Droits des femmes
- Désinformation médiatique
- Politique et religion
- Nations Unies
- Science et médecine
- Services de renseignements

Recherche

Archives

Index des Auteurs

RSS | Ce qu'est le RSS

Visitez notre site web

GlobalResearchTV



Manœuvres des pays du Golfe contre le peuple syrien

par Sami Kleib



Mondialisation.ca, Le 30 novembre 2011
assafir.com

Envoyer cet article à un(e) ami(e)
Imprimer cet article

0 Digg + 74 reddit 2 Share Tweet

D'après une personnalité proche du Secrétaire Général de la Ligue Arabe, Nabil Arabi, celui-ci aurait exprimé, lors d'une réunion formelle, son inquiétude réelle quant aux plans d'intégration de la Jordanie et du Maroc au sein du Conseil de Coopération des Pays du Golfe (CCG), suggérant à son auditoire que c'était là un véritable danger pour la Ligue Arabe, car il en résulterait une nouvelle partition du Monde Arabe avec, d'une part les monarchies et les principautés ; d'autre part le reste des pays arabes. Ce qui permettrait à l'Occident de contrôler efficacement les sources d'énergie et l'ensemble des décisions politiques concernant la région.

Selon la même source, le secrétaire général adjoint de la Ligue Arabe, Ahmed Bin Houli (d'origine algérienne) serait réduit le plus souvent à un rôle d'exécutant des points de vue et directives du ministre des affaires Étrangères qatari, Sheikh Hamad Bin Jassem Bin Jabr Al Thani, ce qui aurait conduit nombre de participants à se poser des questions sur les positions réelles de l'Algérie. D'autant plus, qu'historiquement — et à commencer par son ministre des Affaires Étrangères Abdel Aziz Boutéflika dès l'époque où celui-ci a occupé ce poste — la diplomatie algérienne s'est toujours distinguée par sa fermeté et l'efficacité de ses initiatives au sein de la Ligue. Aurait-elle peur de subir le même sort que la Tunisie ou la Libye, voire pire ?

Décrivant l'offensive des pays du Golfe, Nabil Arabi aurait dit : « Une offensive d'une telle force et d'une telle ampleur est des plus inquiétantes » avec, pour preuve, le fait indiscutable que certains de ces pays se comportent comme si la Ligue Arabe n'était qu'une sorte de couverture les autorisant à s'en prendre à d'autres États membres tels que la Libye, le Yémen, l'Égypte, la Syrie, etc... Comme d'autres responsables de la Ligue Arabe, Nabil Arabi n'a pu que constater l'ambiguïté délibérée des décisions prises à l'encontre de la Libye et serait allé jusqu'à dire : « Personnellement, je ne savais pas que la décision de l'établissement d'une « no-fly zone » et l'interdiction de survol de l'aviation libyenne pouvaient donner prétexte à l'OTAN d'aller bombarder, à l'artillerie lourde, des régions libyennes choisies pour cibles. Si je l'avais su, je n'aurais jamais cautionné cette décision ».

Il est certain que la légitimation de l'intervention de l'OTAN en Libye a été ourdie sous la mandature d'Amr Moussa. D'où la probabilité que Nabil Arabi ait voulu envoyer un message très clair pour signifier que d'autres pays arabes sont tombés dans le même piège alors même que, en sa qualité de Secrétaire Général de la Ligue Arabe, Nabil Arabi ait dû finir par bien accueillir l'élimination de Mouammar Kadhafi et de son régime.

Par ailleurs, diverses sources proches d'Ahmed Bin Houli rapportent que Nabil Arabi aurait ajouté que les pays du Golfe ont exercé d'énormes pressions pour arriver à faire adopter la position que l'on sait contre la Libye, et qu'ils sont en train d'agir de même contre la Syrie.

Il faut rappeler que le texte de l'article premier de la décision de la Ligue arabe, prise le 14 mars 2011, équivalait à une sollicitation claire du Conseil de Sécurité pour une intervention militaire en Libye, puisque cet article lui demandait de : « Prendre immédiatement les mesures nécessaires pour l'établissement d'une zone d'exclusion aérienne interdisant tout mouvement de l'aviation militaire Libyenne, établir une zone de sécurité dans les sites exposés aux bombardements en tant que

mesure préventive permettant la protection du peuple libyen et des résidents de toutes nationalités, tout en respectant la paix régionale et la souveraineté des États voisins. »

En outre, diverses personnalités proches de la Ligue Arabe ont affirmé qu'actuellement certains pays du Golfe, le Qatar en premier, font pression pour assurer une couverture comparable pouvant légitimer une intervention internationale en Syrie, mais qu'ils se sont heurtés à de sérieuses objections émanant d'autres pays arabes. Ainsi, l'Égypte et l'Algérie ont refusé jusqu'ici de les suivre. Le Roi d'Arabie Saoudite ne s'est pas montré enthousiaste non plus, malgré les pressions venues de personnalités saoudiennes et koweïtiennes qui n'exprimaient pas nécessairement la décision officielle de leurs deux pays.

À ce stade, des questions se posent concernant la complicité des pays du Golfe et d'Ankara visant à déstabiliser la Syrie de l'intérieur.

Les connaisseurs des arcanes de la Ligue Arabe se transmettent les informations sur les manipulations destinées à encourager la Turquie et la Jordanie à élever le niveau de leur ingérence dans les affaires syriennes sous prétexte de protéger les civils, les réfugiés, et les dissidents de l'Armée ; et à les inciter à réfléchir sérieusement aux modalités d'établissement de « zones tampons » à leurs frontières communes avec la Syrie. Tout cela assorti d'une panoplie de sanctions telles que le gel des transactions et des avoirs financiers dans les banques arabes, l'arrêt des investissements des pays du Golfe, la suspension de la Syrie de la zone de libre-échange arabe (GAFTA), et son asphyxie par l'exercice de pressions sur les États et les sociétés qui traitent avec les secteurs économiques et financiers syriens.

Ingérence étrangère et opposition

Des médias israéliens, dont le quotidien « *Haaretz* », se sont intéressés aux divers plans visant à transformer Homs, Hama, et Edleb en « zones sous protection internationale », mais les moyens pour y parvenir n'ont pas été réunis étant donné que le double veto sino-russe prononcé contre toute intervention étrangère dans les affaires syriennes contribue toujours à rendre cette manœuvre très difficile. Si bien que d'autres moyens sont à l'étude, telle l'idée des « couloirs humanitaires » avancée par le ministre des Affaires Étrangères français Alain Juppé.

Il convient de préciser que la Chine et la Russie ne sont pas les seuls pays à s'opposer aux plans de déstabilisation de la Syrie. En effet, une intervention turque ou internationale n'a pas reçu l'aval de tous les pays membres de la Ligue Arabe. Plusieurs d'entre eux ont exprimé clairement des réserves, qui sont restées cependant inaudibles ou délibérément ignorées, tout comme le désaccord arabo-arabe au sujet de l'opposition syrienne censée être représentée par le Conseil National Syrien (CNS).

D'après Ammar al-Qurabi, (chef de l'Organisation nationale des droits de l'Homme basée au Caire -Ndt), Nabil Arabi aurait reçu vingt-cinq demandes d'entretien de la part de l'opposition syrienne, au moment même où le Qatar et des pays du Golfe, notamment, exerçaient d'intenses pressions sur les pays arabes pour les conduire à reconnaître le CNS.

Tandis que d'autres pays, notamment occidentaux, considèrent qu'il est impératif d'élargir la représentativité du CNS avant de le reconnaître officiellement, d'autres forces de l'opposition syrienne déclarent que le CNS ne peut représenter la volonté populaire. Ils accusent le CNS d'être dominé par la Turquie, le Qatar, et d'autres pays arabes, et de n'être qu'un écran derrière lequel se cachent les Frères Musulmans. Ceci explique pourquoi le CNS n'aurait pas encore été reconnu comme l'unique représentant de l'opposition syrienne, ni par un État arabe, ni par un État occidental.

Il n'est absolument pas exclu que nous assistions maintenant à une intensification des pressions devant conduire à l'organisation d'une conférence réunissant une « opposition élargie » - où seraient présentes toutes ou la plupart des parties - dans le seul but de légitimer sa reconnaissance par les pays arabes et occidentaux et, du même coup, réussir à délégitimer le gouvernement syrien avec tout ce que ceci pourrait engendrer comme obstacles pour les diplomates syriens basés à l'étranger, dans leurs tentatives de conciliation.

Il faut savoir que la contrebande d'armes - qui depuis plusieurs mois ont envahi le territoire syrien - a provoqué la division de l'opposition syrienne extérieure, certaines personnalités refusant d'accorder tout crédit au CNS. Ainsi, Haytham Manna en grande délicatesse avec Burhan Ghalioun a déclaré : « *Si les manifestations en Syrie s'étaient islamisées, confessionnalisées, ou armées, elles seraient déjà terminées* », étant donné que ce sont toujours les armes qui l'emportent. Avec son mouvement d'opposition, Manna a exigé de Ghalioun et du CNS qu'il dirige, qu'il adopte une position claire quant à la séparation de la religion et de l'État, les mettant au défi de le faire.

Ceci dit, la plupart de ces opposants disent que, si le régime syrien veut éviter une intervention étrangère, c'est à lui de prouver sa volonté de réformes et d'initier des mesures concrètes en ce sens, notamment en termes d'élections permettant un partage effectif du pouvoir.

Il n'en demeure pas moins que, ces dernières semaines, c'est le Qatar qui a joué le rôle majeur pour rassembler les opposants. Il a du reste invité la plupart de leurs représentants à Doha. Certains vont jusqu'à dire que la dernière rencontre entre le premier ministre qatari et le prince héritier d'Arabie Saoudite a été quasi-exclusivement consacrée à la crise syrienne alors que ce dernier, suite à sa nomination, avait reçu un message d'amitié remarqué de la part du Président Bachar el-Assad, auquel il a répondu en termes chaleureux, souhaitant à la Syrie de sortir saine et sauve de la crise en cours.

Les autorités turques aussi ont joué un rôle majeur. Elles ont intensifié leurs pressions et leurs déclarations intempestives par la voix de Recep Tayeb Erdogan. Et, au dire de certains opposants, Al-Qurabi entre autres, toutes sortes de scénarios ont été imaginé par la direction politique turque : « *Coup d'État militaire, établissement de zones tampons, sanctions économiques et financières, et*

encouragement à la dissidence de militaires syriens ».

Aussi, il semble que l'intervention de l'armée syrienne à Homs, avec l'adoption d'une politique sécuritaire « chirurgicale » visant à capturer ou à tuer des groupes de bandes armées, a poussé certains pays du Golfe à accélérer la cadence et l'intensité des pressions sur la Ligue Arabe, et particulièrement sur Nabil Arabi, pour établir un protocole menaçant la Syrie, de telle sorte qu'elle ne puisse ni l'accepter, ni le refuser. En l'acceptant, elle ouvrirait ses portes à des observateurs pas nécessairement neutres, aux trafics d'armes, aux manifestations, aux dissidents armés. En le refusant, elle ouvrirait la voie au Conseil de Sécurité et bridait l'action de la Russie.

Sujets de désaccord entre la Syrie et la Ligue Arabe

Le quotidien *As-Safir* a pu se procurer, auprès de sources proches d'Ahmed Bin Houli, des documents échangés entre la Ligue Arabe et Damas durant les deux derniers mois.

Le premier document (numéro 7435, daté du 16 octobre 2011), comportait les exigences suivantes :

1. Arrêt total de tous les actes de violence dirigés contre les citoyens syriens, et arrêt total de toutes les violences quelle qu'en soit l'origine.
2. Annonce par les autorités syriennes de leur volonté de libérer tous les prisonniers politiques en raison des événements en cours, avant la célébration de l'Aïd Al-Adha [Fête du Sacrifice ou AID AL-KEBIR, Ndt]
3. Évacuation totale de toute présence militaire des villes et des quartiers habités.
4. Tenue d'un Congrès pour un vaste dialogue national au siège du secrétariat général de la Ligue Arabe et sous ses auspices, dans un délai de 15 jours, et après exécution des articles ci-dessus 1, 2, 3.

Ce congrès devant réunir des représentants du gouvernement syrien et de toutes les parties de l'opposition pour s'accorder sur une feuille de route précisant les modalités nécessaires à la mise en œuvre d'un processus de réforme politique conforme aux ambitions du peuple syrien.

Le comité ministériel et le secrétariat général de la Ligue Arabe sont chargés de la préparation des modalités nécessaires à l'exécution de ces articles.

Le 26 octobre 2011, un deuxième document émanant du comité ministériel « suite à son accord avec *Son Excellence le Président Bachar el-Assad* » précisait les amendements suivants, apportés par la Syrie :

1. Arrêt total de toutes les violences quelle qu'en soit l'origine.
2. Libération des détenus en raison des événements en cours.
3. Evacuation de toute présence armée des villes et des quartiers habités.
4. ... non modifié
5. Invitation des organismes officiels de la Ligue arabe et des médias arabes et internationaux à circuler librement dans toutes les régions syriennes pour s'informer et rendre compte de la réalité des événements sur le terrain.

Les informations émanant de milieux officiels de la Ligue Arabe indiquent que, lors des discussions qui ont eu lieu en marge du conseil ministériel entre Nabil Arabi, ses conseillers, et certains représentants des pays du Golfe, le Sheikh Hamad en premier, l'impression générale était que la Syrie refuserait ces résolutions, vu que Nabil Arabi avait entendu le Président Assad répéter à maintes reprises qu'il refuserait toute atteinte à la souveraineté de la Syrie et que le dialogue devrait avoir lieu sur le territoire syrien.

Mais l'approbation de l'Initiative Arabe par la Syrie, couplée avec le renforcement des mesures sécuritaires dans les régions « chaudes », notamment pendant l'AID Al-Adha, a contribué à relever le niveau des pressions des pays du Golfe et des pays occidentaux sur la Ligue Arabe, pendant que les médias arabes et internationaux s'acharnaient à diffuser des images de meurtres, de violences, et d'incursions, prétendument attribuées au régime syrien. Là-dessus est venu s'ajouter le fameux « protocole arabe » dont le contenu était toujours censé être refusé, sans délai, par les Syriens.

Pièges du protocole arabe

Là encore, la Syrie n'a pas répondu par la négative. Au contraire, elle a décidé d'aller dans le sens du vent au risque de se trouver entraînée dans la bourrasque. Elle a accepté le principe du « protocole » tout en travaillant à son amendement. Ainsi, elle en a exclu l'article stipulant la présence de « *gardes personnelles ou privées* », comme elle a refusé de souscrire à tout rapport ou déplacements des représentants de la Ligue Arabe avant consultations croisées avec le gouvernement, en précisant que les rapports devraient être soumis en parallèle au secrétaire général de la Ligue et au gouvernement syrien. Quant au financement, il devait être assumé par la Ligue Arabe, elle-même.

Qu'est-ce qui conduit la Syrie à accepter ce qui risque de menacer sa souveraineté ?

L'opposition voit dans cette attitude conciliante du gouvernement syrien un signe de faiblesse révélateur de son incapacité à refuser quoi que ce soit et qui annonce sa chute imminente. Le point de vue des dirigeants syriens est radicalement à l'opposé de cette analyse. En effet, ceux qui les côtoient vous font remarquer que, alors que la crise entre dans son neuvième mois, il ne peut pas avoir échappé aux observateurs que le gouvernement et l'armée syrienne sont restés solidaires ; que

le nombre de déserteurs n'a même pas atteint la proportion observée en temps normal ; qu'il n'y a pas de craintes particulières concernant la situation financière puisque la Syrie sort de dix-sept années de blocus qui ne l'ont pas empêchée de développer son agriculture, d'exporter ses produits, et que rien ne pourrait étrangler son économie tant que ses relations resteraient ouvertes avec l'Irak, le Liban, la Russie, l'Indonésie, l'Inde...

Les mêmes considèrent que cette attitude conciliante de la part des Syriens a pour but premier de maintenir l'« *unité du front arabe* » pour éviter de légitimer une intervention étrangère et renforcer les positions de la Russie et d'autres alliés auprès du Conseil de Sécurité. Cela d'autant plus que les Syriens peuvent présenter des dossiers documentés par des photos, vidéos, et DVD, prouvant la participation de centaines d'individus armés à des exactions, à des assassinats liés à des différences communautaires, à des mutilations de cadavres, à des viols... en particulier, dans la région de Homs ; certains de ces dossiers confirmant l'implication directe de certains pays du Golfe dans le financement et l'armement, dossiers qui pourront être divulgués si les Arabes persistent dans leur intensification des pressions jusqu'au point de rupture.

Cette logique des Syriens laisse à penser qu'ils ne prendront pas les devants pour sortir de la Ligue Arabe. Mais, au cas où certains voudraient les en exclure, ils devront en supporter les conséquences. Ici, il n'est pas inutile de rappeler que Nabil Arabi a raconté récemment comment il a été obligé, lorsqu'il était Ministre des Affaires Étrangères, de renvoyer à plus tard la question du rapprochement égypto-syrien la pression des pays du Golfe ; comme il n'est pas inutile de rappeler que cette logique est soutenue par le peuple syrien. En effet, si les décisions de la Ligue ont trouvé un écho favorable chez une partie des Syriens, l'autre partie a réagi par des manifestations massives et répétées. C'est ainsi que les décisions de la Ligue ont mis en mouvement les forces du patriotisme arabe en soutien avec la Syrie contre toute intervention étrangère.

Dans ces conditions, la situation syrienne paraît se diriger vers plus de complexité, puisque le contrôle de la sécurité intérieure subit les pressions immenses de l'extérieur. Mais certains, dont les Russes en particulier, soutiennent que le régime est encore capable de réaliser une percée majeure du fait de ses avancées en matière de réformes politiques dont il faudrait accélérer le pas pour le transposer dans la réalité des faits. C'est ce qui a conduit Moscou à jouer un rôle de médiateur et à recevoir une délégation du CNS. Cette démarche faisant suite à la « *Conférence d'Antalya* » supposée réunir les représentants de tous les partis constitués d'opposants syriens basés à l'étranger, qui s'était soldée par un appel à la chute du régime de Bachar el-Assad.

Récemment, un certain nombre de pays arabes ont exprimé leur réelle inquiétude en cas d'éventuels « *faux pas* » contre la Syrie. Mais, il est intéressant de noter que ces réserves ont été rejetées par Nabil Arabi et le Sheikh Hamed, et que les amendements au « *protocole* » proposés par l'Algérie n'ont pas été pris en considération. Certains suggèrent que les tentatives pour envenimer la situation en Égypte sont en relation directe avec d'autres dossiers arabes et internationaux. Du reste la déclaration officielle de l'Égypte ne traduisait pas un grand enthousiasme, ni pour accueillir le CNS, ni pour une intervention internationale dans les affaires internes de la Syrie.

Les pessimistes vont jusqu'à croire que le Monde arabe assiste à une étape de désintégration de la Ligue Arabe ou à sa soumission aux diktats des pays du Golfe, ce qui nécessiterait l'affaiblissement du rôle de l'Égypte, pour commencer.

D'autres pensent que la bataille régionale/internationale a atteint son point culminant fournissant une occasion favorable pour attaquer la Syrie comme prélude à l'encerclement de l'Iran. Mais, cela suppose que le camp d'en face, c'est-à-dire l'Iran, la Syrie, le Hezbollah, la Russie, soient prêts à une confrontation, ce qui ajoute à la complexité et à la durée de la crise syrienne. À moins qu'un événement interne inattendu ne survienne et que la situation ne glisse vers le piège d'une confrontation avec la Turquie, la Jordanie, ou...

Au milieu de tout cela, le Liban sera probablement confronté à une série de secousses politiques et sécuritaires, puisque la plupart de ses politiciens définissent leur politique en fonction de leur positionnement face à la crise syrienne.

Sami Kleib

As-Safir, 25 novembre 2011.

Traduit de l'arabe par Mme Mouna Alno-Nakhal, le 29 novembre 2011

Article original:

<http://www.assaafir.com/Article.aspx?EditionId=2011&ChannelId=47654&ArticleId=2482&Author=سليمي%20كليب>

Traduction : Mouna Alno-Nakhal

Version française sur silviacattori.net

Sami Kleib, journaliste libanais de nationalité française, est diplômé en Communication, Philosophie du Langage et du Discours Politique. Il a été Directeur du Bureau du journal *As-Safir libanais*, à Paris, et Rédacteur en chef du Journal de RMC-Moyen Orient. Responsable de l'émission « *Visite spéciale* » sur Al-Jazeera, il a démissionné en protestation contre la nouvelle orientation politique de cette chaîne.

Commentaire de la traductrice

La guerre contre le peuple syrien n'est certes pas une « *guerre déclarée* » puisqu'on incite l'opinion publique à s'intéresser à son sort au nom de la prétendue « *responsabilité de protéger* » qui apparaît

désormais comme le moyen idéal, non pour éviter son malheur, mais pour égarer notre compréhension des véritables enjeux. Peu importe que ce peuple se mobilise inlassablement depuis des mois, pour manifester en sa majorité son soutien à son Président, laissant de côté des revendications de réforme devenues secondaires face à un danger qu'il a bien mesuré. Peu importe qu'il rejette toute ingérence ou intervention étrangère, et qu'il réaffirme son refus de céder à l'escalade de la violence et aux escadrons de la mort téléguidés et financés de l'extérieur. Peu importe la vérité des faits à ceux qui les dénaturent, tant que l'opinion publique chez nous continue de croire que le peuple syrien est victime de ses dirigeants, et non pas la cible de puissances étrangères.

Une fois de plus, la grande majorité des journalistes jouent sur l'affrontement entre le Bien et le Mal. Leurs mensonges sont des armes autrement plus meurtrières et surtout « humainement » plus acceptables qu'une intervention militaire, rendue momentanément impossible pour des « *raisons techniques* », comme nous l'explique Sami Kleib ; des journalistes qui pratiquent contre le peuple syrien une stratégie que l'on pourrait qualifier de « *terrorisme médiatique* », par le biais d'informations erronées et non vérifiées, de vidéos qu'ils savent truquées, et de reportages totalement mensongers. Comme on l'a vu avec la diffusion du reportage de Sofia Amara, qu'Arte et la *Télévision Suisse Romande* ont pourtant diffusé et rediffusé, malgré le fait que sa non crédibilité n'a pas pu leur échapper, compte tenu des protestations anticipées venues de personnes directement concernées. [1]

Mais quelque chose est en train de changer. Il semble qu'il ne soit plus absolument indispensable de ne consulter que des sites internet non inféodés aux manipulateurs de tous bords. En effet, certains rédacteurs de nos médias dits « *traditionnels* » commencent à lever un coin du voile jeté sur nos consciences, sans cependant renoncer à diffuser les informations fausses ou tendancieuses qui émanent de sources plus que douteuses, tel que l'OSDH, le prétendu *Observatoire Syrien des Droits de l'Homme* basé à Londres, et qui fait état quotidiennement d'un nombre de victimes, sans que l'on sache ni qui compte les morts, ni leur identité, ni surtout qui les a tués. [2]

Témoin de ce changement ? Un article édifiant dans l'édition papier du 23 novembre du journal satirique « *Le Canard enchaîné* » qui titre : « *Une intervention « limitée » préparée par l'Otan en Syrie. En projet, une formation à la guérilla des déserteurs syriens par les services secrets français* » ! Les extraits - recopiés ici - en disent long sur cette intervention extérieure :

[...]

« *Les Turcs proposent d'instaurer une zone d'« interdiction aérienne » et une zone tampon à l'intérieur de la Syrie, destinée à accueillir les civils qui fuient la répression et les militaires qui désertent (évalués à 8000, officiers supérieurs compris, par les services français de renseignement). Pas simple à réaliser, car il faudrait dès lors que des bases aériennes turques accueillent les avions français et britanniques.* »

« *« Avant même la réalisation de ces projets stratégiques, dit-on au ministère de la Défense, les services secrets étaient à l'œuvre. » Au nord du Liban et en Turquie, où se réfugient nombre de déserteurs syriens, des officiers français de la DGSE et britanniques du MI 6 ont pour mission de constituer les premiers contingents de l'Armée syrienne libre, encore embryonnaire.* »

[...]

« *Déserteurs à mobiliser*

Une guerre anti-Bachar par intermédiaire, donc ? « Il ne s'agit pas de recommencer ce qui s'est passé en Lybie », confirme un officier de haut rang à la Direction du renseignement militaire. « Mais ce sont les Français et les Britanniques qui ont pris les premiers contacts avec les rebelles. » Des contacts politiques, avec des exilés réfugiés à Paris ou à Londres, et militaires, avec des déserteurs, afin d'évaluer l'importance relative de leur Armée syrienne libre, qui a déjà attaqué plusieurs bâtiments officiels. »

[...]

« *L'« Armée syrienne libre » !? N'est-ce pas cette armée qui a revendiqué avoir tué sept pilotes militaires syriens dans le bus qui les transportait ?* » [3]

Faut-il comprendre que c'est cette soit disant « *Armée syrienne libre* » qui élimine les fleurons des « *défenseurs de la patrie* » (désignation officielle de l'Armée syrienne), est celle-là même que la Ligue Arabe voudrait promouvoir en exigeant du gouvernement syrien le retrait des soldats de l'Armée Nationale hors des villes et des quartiers habités ? Armée qui a déjà perdu plus de mille soldats. C'est en tout cas ce que semble souhaiter François Zimeray, Ambassadeur de France pour les droits de l'Homme et compagnon de route de BHL, lorsqu'il cherche désespérément à nous convaincre, sur *Europe 1*, « *de la dimension de cruauté de la répression syrienne* ». Lui, non plus ne s'embarrasse pas de détails pour nous communiquer ses sources, mais joue plutôt sur une fibre sensible dont il semble être lui-même dépourvu, tout simplement, parce qu'il ne peut pas ignorer qui commet ces cruautés.

Finalement est-il déraisonnable de considérer que le problème n'est pas « *en* » Syrie mais « *autour* » d'une Syrie, prise entre le feu de visées hégémoniques contradictoires et sommée de se mettre à genoux, alors que son peuple a décidé de rester debout ? Y parviendra t-il ? Nous osons le croire.

Mouna Aino-Nakhhal

29 novembre 2011.

[1] Voir le contre-documentaire, en 8 parties, mettant gravement en question la crédibilité du reportage : "Syrie, dans l'enfer de la répression" réalisé par Sofia Amara, diffusé sur Arte le 11 octobre 2011. <http://www.silviacattori.net/article2441.html>

[2] <http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=27865>

[3] <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2011/11/24/97001-20111124FILWWW00663-syrie-7-pilotes-militaires-tues.php>

Articles de Sami
Kleib publiés par
Mondialisation.ca



[Venez Vivre au Canada](#)

30 ans d'expérience & Visa Garanti Venez remplir l'évaluation Gratuite

www.MichelBeaubien.com

Annonces Google

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles du Centre de recherche sur la mondialisation.

[Pour devenir membre du Centre de recherche sur la mondialisation](#)

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission d'envoyer la version intégrale ou des extraits d'articles du site www.mondialisation.ca à des groupes de discussions sur Internet, dans la mesure où les textes et les titres ne sont pas modifiés. La source doit être citée et une adresse URL valide ainsi qu'un hyperlien doivent renvoyer à l'article original du CRM. Les droits d'auteur doivent également être cités. Pour publier des articles du Centre de Recherche sur la mondialisation en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: crgeditor@yahoo.com

www.mondialisation.ca www.mondialisation.ca contient du matériel protégé par les droits d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif et est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par les droits d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur de ces droits.

Pour les médias: crgeditor@yahoo.com

© Droits d'auteurs Sami Kleib, assafir.com, 2011

L'adresse url de cet article est: www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=27950

[Privacy Policy](#)

© Copyright 2005-2009 Mondialisation.ca
Site web par [Polygraphx Multimedia](#) © Copyright 2005-2009